

décembre 2013



منظمة الأغذية  
والزراعة  
لأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMMISSION DES STATISTIQUES AGRICOLES POUR L'AFRIQUE

### Vingt troisième Session

Rabat, Maroc, 4 – 7 décembre 2013

### PROGRÈS REALISÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GLOBALE POUR L'AMÉLIORATION DES STATISTIQUES AGRICOLE ET RURALES

Le présent rapport, soumis à la Commission des statistiques, présente une mise à jour sur l'état de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales aux niveaux mondial, régional et national. Il réitère la portée et le résultat de la Stratégie mondiale et les caractéristiques clés de son plan d'action mondial tout en présentant les résultats obtenus jusqu'alors en matière de formulation des plans d'action régionaux, la mobilisation des appuis financier et technique et la mise en œuvre des activités de recherche et de développement des capacités. Compte tenu du caractère régional de cette conférence, le progrès réalisé dans les activités régionales en Afrique est présenté dans un rapport séparé.

## I. INTRODUCTION

### 1.1 Portée et résultat de la Stratégie globale

Pour palier aux insuffisances des données de base et aux manques d'informations, y compris les nouveaux besoins de données dans les pays en développement, une **Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales** a été mise en place suite à un long processus de concertations avec les organisations nationales et internationales. La Stratégie a été approuvée par la Commission des statistiques des Nations unies (CSNU) en février 2010.

Cette **Stratégie Mondiale a pour résultat** permettre aux pays en développement cibles (90 pays cibles en 2012 - 2016) de développer des systèmes statistiques durables capables de produire des données agricoles et rurales exactes et fiables pour informer et orienter les analyses politiques et les prises de décision. La Stratégie a un vaste domaine qui comprend les secteurs de la foresterie, la pêche, l'exploitation des terres et des ressources en eau afin de résoudre les nouveaux enjeux économiques, sociaux et environnementaux intimement liés auxquels les décideurs font face.

Ses **trois piliers fondamentaux** sont :

1. Produire un minimum d'ensemble de données de base et déterminer des priorités nationales
2. Intégrer l'agriculture aux systèmes statistiques nationaux
3. Encourager la durabilité des statistiques agricoles en travers le renforcement des capacités en matière de gouvernance et de statistiques

Afin d'obtenir le résultat escompté par la Stratégie mondiale, **quatre objectifs mondiaux** ont été définis à savoir :

1. La mise en place d'institutions de gouvernance efficaces et opérationnelles aux niveaux mondial et régional.
2. La mise en place d'institutions de coordination du système statistique national, des cadres juridiques et des plans stratégiques dans les pays cibles pour permettre l'intégration de l'agriculture aux systèmes statistiques nationaux.
3. Le développement et la diffusion de nouvelles méthodes de collecte de données plus efficaces en termes de coût.
4. L'amélioration des capacités du personnel chargé des statistiques agricoles dans les centres de formation régionaux et les pays cibles.

Un Plan d'action mondial de mise en œuvre a été adopté en Février 2012 par la CSNU.

## 1.2 Principales caractéristiques du Plan d'action mondial

Le Plan d'action mondial fournit un cadre mondial et une structure de gouvernance dont un cadre de résultats cohérent et spécifique. Il conduit à l'établissement de systèmes statistiques nationaux améliorés appuyés par des efforts coordonnés de renforcement des capacités statistiques par le biais d'assistance technique, de formations et de la recherche. Son but est d'introduire une structure de gouvernance à trois niveaux : mondial, régional et national. A chaque niveau correspond des responsabilités bien définies dans l'organisation des différentes activités dont les évaluations pays, le développement de plans sectoriels, l'assistance technique et les volets formation et recherche.

- Les premiers efforts comprennent une phase d'évaluation en deux étapes. Durant la première étape, les pays membres entreprennent une évaluation simplifiée de leurs capacités statistiques. Ils entreprendront dans la deuxième étape une évaluation plus approfondie des capacités nationales à générer l'ensemble minimal de données de base de manière durable et à plus long terme, la capacité à produire des analyses de dimensions économique, social et environnementale. Sur la base de cette évaluation, les pays devront formuler des propositions nationales qui peuvent être intégrées au plan sectoriel (SSPARS) en tant qu'élément des NSDS (Stratégies Nationales pour le développement des statistiques), facilitant ainsi l'intégration des statistiques agricoles au Service national des statistiques (NSS) et orientant la mise en œuvre qui permettra de déterminer les besoins d'assistance technique et de formation.
- Le volet recherche contribue à une amélioration significative de la qualité, de la fiabilité, de la disponibilité et de l'efficacité en termes de coût des statistiques

agricoles dans les pays en développement. Les questions méthodologiques les plus importantes seront abordées et les lacunes seront progressivement comblées sur un éventail de sujets qui ont été examinés et classés prioritaires au cours du processus de préparation. Les résultats du volet recherche qui a été coordonné au niveau mondial seront utilisés pour élaborer des directives et un matériel de formation.

- L'assistance technique coordonnée aux niveaux mondial et régional sera disponible dans des domaines clés et comprendra l'appui et l'encadrement en vue d'établir les structures de gouvernance pour intégrer l'agriculture au NSS, déterminer la méthodologie à utiliser et entreprendre la mise en œuvre globale.
- Le volet formation abordera les différents niveaux de compétences de base requis pour générer des statistiques officielles. Les besoins seront définis et traduits en exigences de connaissances théoriques et pratiques ; des programmes d'enseignement spécifiques seront élaborés, des centres de formation seront modernisés et des bourses seront octroyées.

## II. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MONDIALE : PROGRÈS REALISÉS

### 2.1 Gouvernance et plans d'action

Au **niveau mondial**, le Comité directeur mondial (CDM) s'est réuni sept fois depuis sa mise en place par la Gouvernance du programme en Décembre 2011. Lors de la 7<sup>è</sup> réunion du GSC, tenue en Octobre 2013, les documents suivants ont été approuvés : (i) le budget intégré révisé; et (ii) le cadre de suivie et d'évaluation du programme. La quatrième réunion du CEM (Conseil exécutif mondial) a été organisée en Avril 2013 et avait pour objectif l'approbation des Plans de travail régionaux de l'année 2013. Le Bureau mondial a organisé la première réunion du Comité consultatif scientifique les 18 et 19 juillet 2013. Des progrès ont été également réalisés dans la mise en place du Bureau mondial. Les procédures de sélection de l'Assistant technique, du Spécialiste de formation et du Responsable de programme ont été achevées et le recrutement d'un assistant de recherche devra se faire d'ici fin 2013.

Au **niveau régional**, des progrès importants ont été réalisés en Afrique (voir rapport spécifique) et dans d'autres régions :

- Le Comité directeur régional (CDR) pour la région d'Asie – Pacifique a été constitué en Avril 2013. A ce jour, au total deux réunions de CDR ont été organisées en 2013. Les Pays prioritaires sélectionnés actuellement sont: la Géorgie, le Bhoutan, l'Indonésie, le Sri Lanka, la Birmanie, la RDP Lao, les Samoa et les îles Fiji. Le Plan d'action régional pour l'Asie et le Pacifique a été approuvé par la 5<sup>è</sup> Réunion du Comité directeur mondial en Février 2013. La mise en œuvre des activités régionales en Asie et dans le Pacifique est partagée entre la représentation régionale de la FAO, qui abrite le bureau régional et qui est chargée du volet assistance technique et la CESAP/SIAP en charge du volet formation.
- Dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que dans les pays de la CEI, les organismes intergouvernementaux régionaux des statistiques respectifs ont émis un mandat pour l'élaboration d'un Plan d'action régional. Des groupes de travail régionaux ont été constitués pour diriger le processus. Les plans d'action régionaux

pour l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que pour les pays de la CEI ont été élaborés et attendent la validation par leurs Comités directeurs respectifs.

- Dans la région du Proche-Orient, le plan est en cours d'élaboration.

## 2.2 Mobilisation et gestion des ressources

Suite à d'intenses plaidoyers, deux accords de subventions importants couvrant la période 2012 à 2016 ont été signées en 2012. Le premier, signé avec le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) a une valeur totale de 16 millions de livres et le deuxième avec la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), a une valeur supérieure à 15 millions de dollars US. En outre, une contribution a été faite par le Ministère italien des affaires étrangères en 2012.

A ce jour, le total des ressources mobilisées est estimé à environ 41 millions de dollars US (50% du budget total). Ceci représente un déficit de financement d'environ 42 millions de dollars US par rapport au budget approuvé pour le Plan d'action. Des consultations sont en cours avec un nombre important de bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour permettre de satisfaire aux besoins de financement. Une proposition d'une valeur de 10 millions de dollars a été soumise à la Commission européenne (CE) pour couvrir le déficit de financement des activités programmées par le Plan d'action mondial dans la région d'Afrique. La CE devrait confirmer ce financement avant la fin de 2013. A l'heure actuelle, seuls le Bureau mondial et les régions d'Afrique et d'Asie-Pacifique ont reçu les fonds destinés à la mise en œuvre de la stratégie. Des efforts supplémentaires seront fournis en vue de mobiliser les ressources requises pour les autres régions.

Des ressources importantes en espèce et en nature ont été fournies par la FAO, la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement. La Banque asiatique de développement a financé les activités de recherche du Plan d'action d'Asie-Pacifique. Le Japon a apporté une contribution en nature en détachant un expert auprès du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique pour leur apporter l'appui nécessaire. Le Bureau italien des statistiques a également détaché un expert auprès du Bureau mondial pour aider dans le cadre de son Programme de recherche.

Le Fonds fiduciaire mondial a été mis en place et est géré par un Administrateur du fonds, une entité distincte de la Division de la Statistique de la FAO, qui contribue à sa mise en œuvre. Un mécanisme spécifique a été créé pour permettre de débourser les fonds aux partenaires participants, et comprend la gestion de toutes les procédures et de tous les instruments administratifs, financiers et juridiques.

## 2.3 Activités du Bureau mondial -- Recherche, directives et matériel de formation

### Recherche

En 2013, le Bureau mondial a initié ou poursuivi ses activités dans plusieurs domaines méthodologiques identifiés dans le cadre de la Stratégie mondiale. La priorisation des sujets de recherche a été examinée lors de la Réunion de haut niveau de Décembre 2012.

Les sujets de recherche suivants ont débuté en 2013 : (i) cadre conceptuel pour le Système SEEA-AGRI; (ii) structure de la recherche intégrée (ii) méthodologies améliorées pour les

cadres d'échantillon maître; (iii) coût de production agricole ; (iv) amélioration des méthodes d'estimation des cultures ; (v) conception de méthodes plus efficaces et plus exactes dans l'utilisation de la télédétection; (vi) amélioration de la méthodologie des bilans alimentaires ; (vii) adoption de nouvelles technologies de saisie, de collecte, de transfert et de diffusion des données ; (viii) amélioration de la méthodologie pour la pêche à petite échelle; *et* (ix) meilleure intégration des informations et statistiques géographiques. L'analyse documentaire et l'analyse des lacunes pour la plupart de ces sujets de recherche ont été achevées et les tests sur le terrain devront commencer en 2014. Les résultats seront utilisés pour élaborer des directives et le matériel de formation et seront utiles aux partenaires régionaux de mise en œuvre dans le cadre de l'assistance technique fournie aux pays membres en vue de la mise en œuvre de méthodes efficaces en termes de coût.

### **Directives et matériel de formation**

Puisque l'élaboration de directives techniques ou de matériel de formation pour certains sujets ne nécessitent pas d'importantes ressources, le Bureau mondial a débuté l'élaboration des directives suivantes : (i) Directives relatives aux classifications agricoles; (ii) Directives relatives aux meilleures pratiques d'élevage nomade; (iii) Directives relatives à une meilleure diffusion des micro-données agricoles; (iv) Directives relatives à la structure de la recherche intégré; (v) Directives relatives à l'évaluation par pays et l'évaluation approfondie par pays; (vi) Manuel d'utilisation du GPS manuel pour mesurer les zones de culture; *et* (vii) Directives relatives aux plans sectoriels pour les statistiques agricoles (SSPARS). Une première distribution de ces directives est prévue, en collaboration avec la BAD, en marges de la Réunion d'AFCAS en Décembre 2013 à Rabat. Il sera suivi de tests dans deux pays pilotes en Afrique et en Asie en 2014. Les matériels de formation suivants sont également en cours d'élaboration : (i) la combinaison du recensement des populations avec le recensement agricole et (ii) les émissions des gaz à effet de serre. Un atelier de formation sur les émissions des gaz à effet de serre sera organisé en marges de la Réunion d'AFCAS.

## **2.4 Activités régionales - évaluations par pays, formation**

Des progrès importants ont été réalisés sur le **continent africain** en termes d'évaluations par pays et de préparation des activités de formation (voir les rapports spécifiques)

Dans la **région d'Asie – Pacifique**, 59 pays ont été choisis comme pilotes dans le cadre du questionnaire normalisé pour les évaluations par pays. Ces questionnaires ont été traités et analysés durant la première moitié de 2012 et utilisés pour tester les indicateurs de renforcement des capacités et pour identifier les premiers pays qui doivent prendre part aux activités régionales en 2013. Des évaluations approfondies seront organisées dans 4 pays avant la fin de 2013. En 2014, elles seront organisées dans 4 autres pays. Des ateliers régionaux ont été organisés dans la région par le SIAP - le premier en Corée, a porté sur l'ensemble de données de base minimales et le second en Iran sur les méthodes d'échantillonnage des statistiques agricoles. Un autre sur l'utilisation des données administratives est prévu en Inde.

Dans les **trois autres régions** (ALC, CEI et Proche-Orient), les questionnaires d'évaluation par pays ont été envoyés aux pays membres. Les résultats de la région de la CEI ont été analysés et ceux d'ALC et du Proche-Orient sont en cours d'analyse.

### **Perspectives et priorités de 2014**

Après le développement du cadre opérationnel requis, les Bureaux mondial et régional doivent finaliser leur recrutement afin d'entreprendre pleinement les activités prévues pour l'année 2014.

Des plaidoyers supplémentaires pour la mobilisation des ressources doivent être également entrepris.

**Au niveau mondial**, les domaines prioritaires de 2014 incluent :

- Appui à l'élaboration des Plans d'action régionaux (avec un accent particulier sur les régions d'Amérique latine et des Caraïbes, le Proche-Orient et la CEI).
- Mise en œuvre d'une campagne de plaidoyer et de communication intensifs et poursuite des efforts de mobilisation des ressources en cours.
- Mise en œuvre ou poursuite des activités de recherche sur un certain nombre de sujets prioritaires adoptés lors de la 7<sup>e</sup> réunion du CDM.
- Renforcement de l'élaboration des directives/manuels correspondants et des matériels de formation et leur traduction dans les langues officielles de l'ONU.

**En Asie :**

- Le rythme de mise en œuvre des activités dans le cadre du Plan d'action régional pour l'Asie et le Pacifique devrait augmenter considérablement durant le reste de 2013, année au cours de laquelle les travaux des évaluations approfondies devraient démarrer.
- Les rapports sur les évaluations approfondies devraient attirer plus de financements gouvernementaux et des bailleurs de fonds avec pour objectif à court terme l'amélioration de la situation actuelle, et à long terme le renforcement des capacités pour générer des statistiques agricoles de manière durable.

Priorités pour la région du **Proche-Orient, la CEI et l'ALC**

- Finalisation de leurs plans d'action régionaux.
- Mobilisation des ressources.